

A
125123

327.17
CON
BEN

LA CONSTRUCTION D'UN ESPACE EURO-MÉDITERRANÉEN

GENÈSES, MYTHES ET PERSPECTIVES



P.I.E. Peter Lang

Bruxelles · Bern · Berlin · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

L'Espagne franquiste et la Méditerranée, 1945-1958

Victor FERNÁNDEZ SORIANO

Doctorant, Université libre de Bruxelles

Introduction

La politique étrangère de l'Espagne franquiste est caractérisée par une tension entre deux facteurs endogènes : d'un côté, la faiblesse et la tendance isolationniste de l'économie espagnole, raisons qui sont à la base de l'importance très secondaire de l'Espagne dans les relations internationales contemporaines ; de l'autre côté, le « rêve de grandeur » de la dictature et du dictateur lui-même, lequel se traduit par un discours officiel fortement nationaliste, voire triomphaliste.

Au milieu du XX^e siècle, l'Espagne est, depuis le XIX^e siècle, un pays contraint par une économie peu industrialisée et une forte instabilité politique à un rôle très mineur sur l'échiquier des relations internationales. La guerre civile l'affaiblit encore plus, accélérant le processus d'appauvrissement que renforce la politique économique du premier franquisme, axée sur l'autarcie. De surcroît, la nouvelle donne de la politique mondiale après 1945 isole l'Espagne pour un temps : Franco, qui avait gagné la guerre grâce au soutien qu'il reçut de la part d'Hitler et de Mussolini, n'avait point caché ses préférences pour les régimes de l'Axe, qu'il avait même essayé de favoriser autant que possible. Ses sympathies entraînent ainsi, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'exclusion de l'Espagne du nouvel ordre international, que l'historiographie situe traditionnellement entre deux résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies : l'une en décembre 1946 et l'autre en novembre 1950¹. En réaction, le régime franquiste adopte une

¹ Martínez Lillo, Pedro Antonio, « La política exterior de España en el marco de la Guerra Fría : del aislamiento limitado a la integración parcial en la sociedad internacional, 1945-1953 », in Tusell, Javier, Pardo, Rosa, Avilés, Juan (eds.), *La política exterior de España en el siglo XX*, Madrid, UNED, 2000, p. 330-340 ; Portero Ro-

position d'auto-affirmation ultranationaliste, tout en recourant, en guise d'explication de sa mise au ban, à ses habituels boucs émissaires : le communisme, le judaïsme et la franc-maçonnerie.

À partir des années 1950, l'Espagne franquiste bénéficie du clivage de la guerre froide : elle n'est ainsi plus perçue par les puissances occidentales comme un régime nécessairement hostile, mais comme un allié potentiel revêtant un certain intérêt en raison de sa situation géostratégique et de son anticommunisme virulent. Une réintégration progressive de l'Espagne dans les organisations internationales s'entame en même temps qu'un certain libéralisme économique ouvre au pays, surtout à partir des années 1960, de nouvelles perspectives commerciales. Le rôle de l'Espagne dans les relations internationales reste, somme toute, relativement négligeable et il faut attendre le processus de démocratisation opéré après la mort de Franco pour que sa réintroduction dans le jeu international soit complète.

Cette situation n'empêche cependant pas le discours officiel du régime franquiste de s'évertuer à souligner l'importance de la place de l'Espagne dans les affaires mondiales, tant en raison de son glorieux passé que par les valeurs culturelles et idéologiques d'une supposée « mission » de l'Espagne : chrétienne, anticommuniste, pont culturel avec l'Amérique latine en raison de sa condition « raciale » hispanique et pont entre l'Europe et l'Afrique en raison de sa situation géographique.

Dans ce contexte, on peut alors se poser la question suivante : est-ce qu'on peut parler d'une politique « méditerranéenne » du franquisme ? Autrement dit, est-ce que le franquisme parvient à structurer une politique consistante et cohérente en Méditerranée ? En fait, la politique étrangère du franquisme ne s'intéresse pas substantiellement à la Méditerranée en tant qu'espace particulier des relations internationales, que ce soit sur le plan politique, économique, culturel ou militaire. Ses initiatives à son égard, dont la plus importante est la proposition d'un pacte méditerranéen de défense dans les années 1950, sont d'abord dues au besoin de l'Espagne franquiste de retrouver une place dans les relations internationales. Par ailleurs, ces initiatives ne dépassent jamais le cadre théorique et sont imbuées d'une tradition idéologique espagnole qui date d'avant le franquisme lui-même : celle de l'africanisme². En

dríguez, Florentino, *Franco aislado. La cuestión española (1945-1950)*, Madrid, Aguilar, 1989 ; Sánchez González, « La "cuestión española" ante la ONU. Reflexiones en torno a un proyecto de investigación », in *Congrés internacional « La dictadura franquista : la institucionalització d'un règim »*, Barcelone, Université de Barcelona, avril 2010, p. 1-12.

² Huguet, Montserrat, « La política exterior del franquismo », in Pereira, Juan Carlos (ed.), *La política exterior de España (1800-2003)*, Barcelone, Ariel, 2009, p. 495.

d'autres termes, le franquisme instrumentalise une prétendue tradition politique méditerranéenne afin de retrouver un certain prestige international et ainsi servir ses intérêts européens et atlantistes, voire ses intérêts coloniaux au Maroc.

1. Des politiques méditerranéennes

Plutôt que d'une politique méditerranéenne, il serait sans doute plus correct de parler de plusieurs « politiques » méditerranéennes de l'Espagne franquiste, en fonction des zones géographiques :

– une politique arabe d'amitié apparente, comme voie alternative, avec une politique latino-américaine, face à l'exclusion du régime franquiste du système international de l'après-Seconde Guerre mondiale ;

– une politique israélienne d'hostilité diplomatique, dérivée de la rhétorique antisémite du régime, consistant essentiellement dans la non-reconnaissance de l'État d'Israël ;

– une politique marocaine-africaine coloniale et postcoloniale, où une rhétorique officielle de cordialité cache de fortes tensions ;

– une politique italienne dans le cadre d'une politique de reconnaissance internationale et européenne, qui ne va pas sans frictions ;

– une politique très discrète envers la rive nord-est, c'est-à-dire envers la Grèce et la Turquie, avec laquelle les relations se limitent aux seuls domaines de la représentation diplomatique ;

– enfin, une politique française complexe, qui s'opère à différents niveaux : sur celui des relations bilatérales frontalières, la situation évolue de l'hostilité de la fin des années 1940 à une cordialité croissante, notamment après le retour du général de Gaulle au pouvoir, comportant une intensification de la coopération politique, économique, culturelle, etc. ; dans le cas épineux du Maghreb, les relations franco-espagnoles vont d'un manque de communication pendant la période des protectorats au Maroc à une coopération discrète après 1956 mais importante pour l'Espagne en raison du conflit qui est le sien dans l'Ifni³ (cette coopération pousse ainsi l'Espagne à soutenir

³ Après le démantèlement des protectorats français et espagnol au Maroc en mars-avril 1956, l'Espagne conserve ses possessions de Ceuta et Melilla au nord et de l'Ifni et de Cap Juby-Tarfaya au sud. En avril 1957, des révoltes contre la domination espagnole éclatent à Sidi Ifni et débouchent, en novembre 1957, sur un conflit armé entre l'Espagne et les troupes marocaines de l'Armée de libération. Le conflit s'étend très vite aux autres territoires espagnols du Sud du Maroc, y compris au Sahara occidental. En avril 1958, l'accord d'Angra de Cintra reconnaît la cession de Cap Juby au Maroc. L'Ifni devient alors une province espagnole d'outre-mer et ce jusqu'à sa cession définitive au Maroc en 1969.

la cause de l'Algérie française à l'ONU en dépit de ses amitiés arabes, l'Espagne permet également la présence sur son territoire, au début des années 1960, d'activistes de l'OAS tels que Raoul Salan, Pierre Lagailarde ou Antoine Argoud).

Revenons, donc, à la date charnière de 1945. À cette date, le franquisme perçoit l'issue de la Seconde Guerre mondiale comme une menace pour sa propre stabilité, voire pour sa propre continuité. Le régime tente pourtant, depuis plus d'un an, de se rapprocher des Alliés et de donner une image qui soit moins proche du fascisme, entraînant, en juillet 1945, un important remaniement gouvernemental et un réaménagement institutionnel du régime. Le poste de secrétaire général du parti unique *Falange* et le salut fasciste sont supprimés, en même temps que de nouvelles lois, plus libérales, sont promulguées (une énumération de droits et obligations appelée le *Fuero de los Españoles*, une loi sur l'administration locale et une loi sur l'organisation de référendums) en vue de transmettre l'idée que l'Espagne est une « démocratie organique ». Le 18 juillet 1945, Franco remplace José Félix de Lequerica au ministère des Affaires étrangères par Alberto Martín Artajo. Ce dernier, chef de la diplomatie espagnole jusqu'en 1957, est issu des rangs de l'associationnisme catholique espagnol⁴ et présente l'avantage d'avoir un profil plus neutre que celui de son prédécesseur, ex-ambassadeur d'Espagne et ami personnel de Pierre Laval.

Malheureusement pour Franco, ses efforts ne convainquent pas la communauté internationale d'une modification substantielle de la nature du régime et, dans les mois suivants, la dictature espagnole est, à plusieurs reprises, ouvertement condamnée par les anciens Alliés. En 1946, la plupart des ambassadeurs représentés auprès du gouvernement franquiste quittent ainsi Madrid et la frontière avec la France se retrouve fermée pendant deux ans. Alberto Martín Artajo tente alors de renforcer les relations avec les États qui montrent encore une attitude bienveillante vis-à-vis du régime de Madrid, c'est-à-dire les États latino-américains et les États arabes du Moyen-Orient.

Avec les pays arabes du Moyen-Orient, le franquisme entame assez tôt des relations amicales. Franco propose ainsi à la Ligue arabe une coopération culturelle et les relations hispano-arabes s'accroissent assez rapidement durant la période 1946-1950. Tant le franquisme que les États membres de la Ligue arabe, souvent indépendants depuis peu, trouvent ainsi un début de reconnaissance internationale. De surcroît, l'amitié des États arabes assure au franquisme des votes favorables à l'Assemblée générale des Nations unies qui se révèlent décisifs, en

⁴ Plus précisément, il était jusqu'alors membre de l'*Asociación Católica Nacional de Propagandistas* et président du comité technique de l'Action catholique en Espagne.

novembre 1947 et en novembre 1950, lorsque l'ONU débat au sujet du maintien ou de l'abandon des sanctions prises à l'encontre de l'Espagne en décembre 1946. En contrepartie, l'Espagne fournit des armes aux pays de la Ligue arabe et s'oppose à la reconnaissance de l'État d'Israël⁵. En septembre 1949, le roi Abdullah I^{er} de Jordanie devient le premier chef d'État à visiter officiellement l'Espagne depuis la fin de la guerre civile⁶.

L'appareil idéologique du franquisme, c'est-à-dire les experts de la dictature (universitaires, avocats, journalistes, etc.), se met en branle pour justifier la nouvelle orientation de la politique étrangère de l'Espagne et commence, canalisé par des institutions *ad hoc* (l'Institut de culture hispanique, fondé en 1945⁷; l'Institut d'études africaines de Barcelone, fondé en 1946, l'Institut espagnol d'études méditerranéennes de Barcelone, créé en 1941 et lié à la *Falange*) à développer des thèmes qui deviendront récurrents dans la propagande officielle : l'hispanisme, l'africanisme et les *tesis mediterraneistas*. L'hispanisme en appelle à une identité culturelle, voire raciale, hispanique en tant qu'élément de rassemblement des nations hispano-américaines sous le *leadership*, bien entendu, de la « mère patrie » espagnole⁸. L'africanisme est la version espagnole de la « mission civilisatrice » et veille à légitimer la colonisation espagnole au nord du Maroc, au Sahara et en Guinée équatoriale⁹. Création nouvelle, les *tesis mediterraneistas* identifient la Méditerranée comme une « communauté d'intérêts » dans laquelle la voix de l'Espagne a vocation à compter. Sur le plan idéologique, les *tesis mediterraneistas* ne sont pas très bien définies, et souvent assimilées à l'africanisme. Comme ce dernier, elles se réfèrent, en effet, à l'existence d'un passé commun entre l'Espagne et le nord de l'Afrique, tout en mettant l'accent sur la soi-disant « dette historique » de la culture maghrébine vis-à-vis de l'Espagne et en soulignant que l'Espagne a ainsi une légitimité historique pour devenir le moteur d'un système de défense méditerranéen intégré dans le système de défense occidental¹⁰.

⁵ Rein, Raanan, « In Pursuit of Votes and Economic Treaties : Francoist Spain and the Arab World, 1945-56 », in Rein, Raanan (ed.), *Spain and the Mediterranean since 1898*, Londres, Frank Cass, 1999, p. 195-215.

⁶ « S.M. el rey Abdullah I de Jordania, en España », *La Vanguardia Española*, 6 septembre 1949, p. 3.

⁷ Barbeito Díez, Mercedes, « El Consejo de la Hispanidad », in *Espacio, Tiempo y Forma*, série 5, n° 2, 1989, p. 113-137.

⁸ Martín Artajo, Alberto, *Hacia la Comunidad Hispánica de Naciones*, Madrid, Cultura Hispánica, 1956.

⁹ Martínez Carreras, José U., « El africanismo español », in Pereira, Juan Carlos (ed.), *op. cit.*

¹⁰ Huguet, Montserrat, « Descubrir el Mediterráneo : una orientación recurrente en el ideario exterior franquista », in *Cuadernos de Historia Contemporánea*, n° 19, 1997, p. 89-115.

De surcroît, à cette légitimité « historique », explique la propagande franquiste, s'ajoute une autre légitimité, politique cette fois : le régime franquiste estime qu'il est le mieux placé pour combattre le communisme en Méditerranée en raison de « l'exemplarité » de sa propre guerre civile.

2. Le projet d'Alberto Martín Artajo, avril 1952

C'est dans ce contexte théorique et politique que s'insère l'initiative d'Alberto Martín Artajo d'établir un pacte méditerranéen de défense, dont la première proposition est présentée en avril 1952. Ce pacte n'est en réalité qu'un projet sans contenu précis qui est suggéré par Alberto Martín Artajo aux dirigeants des pays méditerranéens et du Moyen-Orient lors d'une tournée diplomatique qu'il entreprend en avril 1952. Il s'agit d'une tournée qui revêt une importance particulière pour le régime : Alberto Martín Artajo ne part pas tout seul, mais se fait accompagner par une délégation de hauts représentants de l'État, dirigée par l'amiral Carrero Blanco, bras droit de Franco, et par la propre fille de Franco¹¹. La mission diplomatique se rend en visite officielle au Liban, en Jordanie, en Syrie, en Irak, en Arabie saoudite et en Égypte et fit escale, au retour, à Athènes et à Rome. Alberto Martín Artajo s'y entretient avec les dirigeants des six États visités officiellement ainsi qu'avec le secrétaire général de la Ligue arabe et avec des délégations libyennes et yéménites¹². Il leur présente son projet d'un pacte méditerranéen de défense, à savoir une proposition générique d'une alliance défensive en Méditerranée, inspirée du Pacte atlantique ou du Pacte de Bruxelles, auxquelles l'Espagne n'a pas été invitée. La proposition reste vague : elle ne mentionne pas quels pays pourraient adhérer au pacte et ne spécifie pas si ledit pacte doit être soumis à une autorité supérieure comme l'OTAN ou comme l'ONU. La délégation espagnole explique seulement que le pacte est nécessaire pour permettre aux pays méditerranéens de faire face à une « menace commune » : le communisme¹³.

Le projet de pacte méditerranéen de défense est rendu public lors du voyage d'Alberto Martín Artajo au Moyen-Orient. Il a pourtant, vraisemblablement, été conçu plus d'un an auparavant, en janvier 1951¹⁴. Et il n'est pas le premier puisque Washington et Londres avaient déjà suggéré de créer un pacte de défense pour la région méditerranéenne pendant la phase finale des négociations du Traité de l'Atlantique-nord

¹¹ « Terminada su visita a los países del Oriente Medio, la misión española se encuentra en Atenas, de regreso para Madrid », *ABC*, 29 avril 1952, p. 15-16.

¹² Gómez Aparicio, Pedro, « Éxito de la Misión Española al Oriente Medio », in *Hoja del Lunes*, Asociación de la Prensa de Madrid, 5 mai 1952, p. 1.

¹³ *Ibid.*, p. 1.

¹⁴ « Spain seen hoping for an Arab Pact », *The New York Times*, 11 janvier 1951.

en mars 1949¹⁵ ; et, en 1950, le ministre turc des Affaires étrangères, Necmeddin Sadak, en avait fait de même, la Turquie souhaitant une intégration officielle dans le système de défense occidental (Necmeddin Sadak déclare notamment, en mars 1950, à la veille de la signature d'un traité d'amitié entre la Turquie et l'Italie, qu'il faut compléter l'OTAN par une alliance méditerranéenne de défense sous la protection des États-Unis afin de renforcer la stabilité dans cette aire « si vulnérable »¹⁶).

Le projet espagnol de 1952 s'inscrit ainsi dans une lignée de projets sans lendemain et en connaît d'ailleurs le sort : il ne parvient pas à dépasser le stade de la simple proposition. Des facteurs tant intérieurs qu'extérieurs expliquent cette issue. D'une part, la situation internationale de l'Espagne est en train de changer : les pays occidentaux rétablissent progressivement leurs relations diplomatiques avec Madrid, des aides financières arrivent des États-Unis et de nouveaux accords sont en discussion. Le régime franquiste redirige ainsi son attention vers l'Atlantique et l'Europe occidentale au détriment de l'Amérique latine et de la Méditerranée. Dans une interview au quotidien *ABC* en avril 1955, Alberto Martín Artajo enterre ainsi le projet de pacte méditerranéen en expliquant qu'il s'agit d'« une question excessivement technique et sans doute prématurée ». Dans la même interview, Alberto Martín Artajo confie s'intéresser surtout à la possibilité que l'Espagne puisse adhérer un jour à l'Union européenne occidentale, instaurée à Paris en octobre 1954¹⁷. D'autre part, la dictature espagnole est encore loin d'obtenir la reconnaissance internationale qu'elle convoite et aucune initiative en provenance de celle-ci ne semble pouvoir être prise au sérieux. De surcroît, la plupart des États méditerranéens indépendants intègrent des organisations de coopération militaire dans les années successives : la Turquie et la Grèce adhèrent à l'OTAN en 1952 ; en 1955, le Pacte de Bagdad réunit la Turquie, l'Irak, l'Iran, le Pakistan, le Royaume-Uni et les États-Unis.

3. Une politique méditerranéenne sans vrai lendemain

L'idée d'un pacte méditerranéen de défense est reprise en 1958 par le président du Conseil français Félix Gaillard. Lors d'un vote de confiance sur le budget de la Défense nationale à l'Assemblée nationale en mars 1958, il présente une proposition d'un pacte créant un « axe de défense commune Nord-Sud avec les pays bordant la Méditerranée

¹⁵ « Mediterranean Pact finds Growing Support », *The New York Times*, 6 mars 1949.

¹⁶ « Turkey urges a Pact in Mediterranean », *The New York Times*, 24 avril 1950.

¹⁷ « La política internacional de España, según nuestro ministro de Asuntos Exteriores », *ABC*, 3 avril 1955, p. 5.

occidentale¹⁸ ». L'initiative de Félix Gaillard exclut, donc, les États de la Méditerranée orientale et s'adresse particulièrement à l'Italie, à l'Espagne et au Maghreb. L'idée, c'est de créer une communauté économique franco-maghrébine enchevêtrée à un pacte militaire élargi à d'autres pays que la France et les pays du Maghreb. Cette initiative a aussi pour but, bien entendu, de défendre les intérêts de la France en Algérie mais aussi en Tunisie dans un moment de fortes tensions entre Paris et Tunis à la suite du bombardement de Sakhiet Sidi Youssef et en raison du problème de Bizerte. Le président tunisien Habib Bourguiba s'oppose finalement au plan Gaillard qui reste ainsi lettre morte.

Malgré l'échec de ces différents plans qui auraient peut-être pu permettre à l'Espagne de s'insérer dans une organisation régionale, le franquisme retire de sa politique en Méditerranée des relations amicales avec les pays arabes. C'est sans doute cet aspect de la politique étrangère du franquisme qu'on pourrait plus ou moins qualifier de « politique méditerranéenne » de l'Espagne franquiste. Cette tradition de cordialité est maintenue même quand certains pays arabes choisissent de se rapprocher de l'URSS. L'explication de cette bonne entente est assez simple : les relations entre l'Espagne franquiste et les pays arabes sont plutôt épidermiques. Elles s'opèrent d'abord au niveau de la représentation et de la rhétorique, ainsi que dans le cadre culturel, notamment dans le cas de l'Égypte, et sont finalement dépourvues de toute portée politique. Dans la pratique, les dossiers qui sont les plus sensibles politiquement, notamment ceux qui concernent la colonisation espagnole au Maroc, ne sont guère discutés et, en cas de tensions dans les territoires espagnols africains, les pays arabes prennent position pour le Maroc.

Au Maroc, les signes d'amitié du franquisme restent inefficaces. Avant 1956, Franco se veut le protecteur du sultan Mohammed V, notamment lorsque, en 1953 et 1954, il est banni par la France. En février 1956, lorsque l'indépendance du protectorat est proclamée, Franco se voit placé devant le fait accompli et décide d'accorder également l'indépendance à la partie espagnole, gardant tout de même Ceuta et Melilla au nord et l'Ifni, Cap Juby et le Sahara occidental au sud. Afin de montrer que l'Espagne entend entretenir de bonnes relations avec le Maroc indépendant, Mohammed V est invité à Madrid pour signer le protocole d'indépendance de la partie espagnole en avril 1956 et a droit à un défilé dans les rues de Madrid¹⁹. Cependant, les tensions dans l'Ifni et à Cap Juby s'accroissent dans les mois suivants : des manifestations contre la domination espagnole ont lieu à Sidi Ifni au début de l'année

¹⁸ « La proposition de communauté méditerranéenne faite par M. Félix Gaillard répond à deux objectifs », *Le Monde*, 10 mars 1958, p. 1.

¹⁹ « El sultán de Marruecos visita al caudillo en Madrid », *La Vanguardia Española*, 5 avril 1956, p. 1.

1957 et la diplomatie marocaine informe le gouvernement espagnol qu'elle est disposée à mener la question à l'ONU et à la Cour internationale de justice de La Haye si nécessaire²⁰. Un conflit militaire se déclenche à la suite de l'attaque en Ifni de groupes armés soutenus par le Maroc le 23 novembre 1957. En janvier 1958, les Marocains entrent dans Cap Juby et parviennent à Laâyoune au Sahara occidental. Le franquisme occulte sa guerre en Afrique et la propagande officielle, ne voulant pas troubler encore plus les relations avec le Maroc, impute les troubles au « communisme international²¹ ». En février 1958, la contre-offensive espagnole a lieu avec le soutien de troupes françaises. Des accords de paix sont signés le 2 avril 1958 à Sintra : l'Espagne cède Cap Juby au Maroc, mais garde l'Ifni et le Sahara occidental en tant que « provinces d'outre-mer ». L'Ifni sera restitué au Maroc en 1969 et le Sahara occidental sera occupé par le Maroc en octobre 1975, quelques semaines avant la mort de Franco, donnant un conflit qui, trente-cinq ans après, s'est encore aggravé à la fin de 2010.

Conclusion

En guise de conclusion, on peut constater que le régime franquiste échoue à articuler et définir une politique cohérente concernant l'espace méditerranéen en dépit du fait que la Méditerranée est un élément récurrent de la propagande franquiste. Dans la pratique, la politique étrangère franquiste ne s'intéresse à l'espace méditerranéen que de manière relative et biaisée, ses intérêts prioritaires se trouvant ailleurs, à savoir en Europe occidentale et en Amérique du nord, pour des raisons tant politiques qu'économiques. Plutôt que d'une vraie « politique » – entendons une action et structurée à l'aide d'accords, il faudrait parler d'une « instrumentalisation » de la politique méditerranéenne du franquisme à des fins propagandistes, au travers de la rhétorique et de la représentation. Autrement dit, le régime franquiste cherche, au travers de ses relations avec les pays arabes et de son projet de pacte méditerranéen de défense, à acquérir une image de nature à l'insérer dans le camp occidental en profitant du contexte de guerre froide. La quête d'une reconnaissance par l'Occident est, en fait, l'objectif principal de la politique étrangère franquiste depuis 1945, et ce jusqu'à la fin de la dictature. La politique méditerranéenne de l'Espagne franquiste est au service de celle-ci.

²⁰ Espada Burgos, Manuel, *Franquismo y política exterior*. Madrid, Rialp, 1988, p. 216.

²¹ Pérez García, Guadalupe, « La Guerra de Ifni y la falsa culpabilización al comunismo internacional por parte del régimen franquista », in *Zer. Revista de Estudios de Comunicación*, n° 20, 2006, p. 179-196.